

La Presse

I . La Presse. 1837-10-01.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisation.commerciale@bnf.fr.

ANNONCES :
1 franc 50 centimes la ligne.
On les reçoit à Paris,
RUE SAINT-GEORGES, 16.

LA PRESSE

ABONNEMENTS :
Les 1^{er} et 13 du mois.
On s'abonne à Paris,
RUE SAINT-GEORGES, 16.

Paris, 30 septembre.

Il se passe, à l'heure qu'il est, dans les trois ou quatre cultes qui se partagent la France, des faits graves, que nous exposerons, et qui nous paraissent de nature à mériter l'attention de tout le monde. Depuis quelques années, le culte catholique et le culte protestant se voient déchirer par des dissidences intérieures; pendant que les journaux remplissent les villes de préoccupations politiques, et que les moralistes dissertent sur la langueur de la religion, une nuée d'obscurs missionnaires parcourent les campagnes, envahissent les ateliers, prennent d'assaut les hôpitaux, distribuant des pamphlets et des Bibles, et donnant l'exemple, étrange en un temps comme le nôtre, d'un fanatisme déchaîné contre les cultes établis, et prêchant une religion meilleure par le mensonge et par la calomnie.

Nous raconterons les faits, qui sont étranges. Déjà une polémique survenue entre la *Gazette* et le *Journal des Débats* en a fait connaître une partie. Nous les raconterons, non point pour irriter les esprits ou pour pousser au scandale, mais pour en faire sentir toute la portée, et pour en venir à nous demander si l'action du gouvernement doit rester impassible ou se reconnaître impuissante au milieu de ce désordre moral.

Il se peut que quelques esprits soient effrayés ou quelques consciences inquiétées rien qu'au simple énoncé des faits que nous signalons, et que des gens qui liront ces premières lignes aient la pensée de nous demander de quel droit nous traînons ainsi les convictions religieuses devant le tribunal du public. Nous y allons certes avec trop de bonne foi avec ceux qui nous lisent, pour que, même avant d'aborder les matières graves qui nous préoccupent et qui nous décident à les discuter au grand jour, nous ne rendions pas un compte précis des motifs auxquels nous cétons. Nous le répétons, ce n'est point pour exciter les susceptibilités de la foule que nous avons pris le parti de dévoiler le déchirement des cultes; nous nous taisions, si nous n'entrevoions pas d'autre but que des curiosités à satisfaire; la conscience a sa pudeur, comme le corps, et une pudeur bien plus délicate et bien plus auguste. C'est parce que, dans notre conviction, le gouvernement peut sonder utilement, et guérir peut-être un jour cette plaie, que nous nous sommes décidés à en mesurer la profondeur. C'est si bien là notre conviction, que nous consentons même à taire les faits, jusqu'à ce que nous l'ayons expliquée et, nous l'espérons, justifiée.

Où, selon nous, le gouvernement peut et doit intervenir dans les luttes religieuses et dans le malaise intérieur des cultes. Nous ne pensons pas, comme le *Journal des Débats*, que l'état n'ait rien à voir dans les affaires de la religion, et que le spirituel et le temporel soient séparés par un abîme. Se croiser les bras, et laisser les choses aller leur train, nous paraît une chose fort commode, mais peu efficace. D'ailleurs, nous montrerons que le *Journal des Débats* pratique fort peu ses doctrines, et qu'il retirerait bien vite sa parole, si on le prenait au mot.

Nous savons bien que lorsqu'on a voulu ôter au christianisme l'influence qu'il avait autrefois sur les hommes et sur les choses, l'influence ne pas excessive, parce qu'elle était légitime, mais quelquefois mal dirigée et encore plus mal employée, on a commenté comme on l'a voulu cette parole évangélique, que le royaume de Dieu n'est pas de ce monde; et nous n'avons pas oublié par quel échafaudage de sophismes, résumé fidèle de la philosophie du dernier siècle, Mirabeau parvint à établir, dans son fameux discours sur la constitution civile du clergé, que la religion étant un rapport immédiat de l'homme à Dieu, la police humaine n'avait pas à s'immiscer dans cette sympathie secrète et insaisissable; mais nous savons aussi que ceux qui raisonnaient ainsi avaient leurs motifs pour que la religion ne fût pas de ce monde; ils se réservaient toujours de franchir, quand ils le voudraient, la distance infinie qu'ils avaient mise entre le monde de l'âme du monde de la matière, et s'ils interdisaient à la religion de se mêler des choses de la terre, ils ne s'interdisaient pas du tout à eux-mêmes de se mêler des choses du ciel.

N'est-il pas étrange qu'il y ait des gens assez aveugles pour vouloir que le christianisme soit étranger aux choses de la vie domestique, de la vie civile et de la vie politique, lui qui a fait la vie politique, la vie civile, et la vie domestique des peuples modernes ce qu'elles sont? Qui est-ce qui a créé dans le cœur de l'homme le sentiment de sa dignité et de sa valeur morale, et qui a fait comprendre que l'esclavage était l'enfance des nations? C'est le christianisme. Qui est-ce qui a institué le mariage avec cette estime mutuelle de l'époux et de l'épouse, et qui

a donné à l'homme une idée si haute de la femme, qu'il en a fait sa compagne au lieu de sa servante, et qu'il s'est consacré tout entier à elle, au lieu d'avoir une nuée de concubines comme tous les peuples antiques? C'est le christianisme. Qui est-ce qui a relevé la majesté et l'autorité de la mère dans la famille, et qui l'a si fort placée au-dessus de ses enfants, qu'elle a pu en avoir la garde et la tutelle, ce qui n'avait jamais été ni dans le droit juif, ni dans le droit grec, ni même dans le droit romain? C'est le christianisme. Ainsi, le christianisme a tout créé dans l'ordre des choses domestiques; il n'y a ni sentiments, ni idées dans ce qu'on appelle la famille, parmi les peuples de l'Europe moderne, qui n'aient le christianisme pour cause ou pour point de départ.

Et dans l'ordre des choses civiles, qui est-ce qui a créé le mode d'instruire les procès, soit au civil, soit au criminel? C'est le christianisme. Qui est-ce qui a proposé, discuté et mis en œuvre les mille détails de la procédure encore actuellement suivie dans tous les tribunaux du royaume? C'est le christianisme. Qui est-ce qui a introduit l'usage de condamner aux dépens la partie qui succombe? C'est le christianisme. Qui est-ce qui a inventé les passaports? C'est le christianisme. Qui est-ce qui a introduit la défense faite aux geôliers de jamais recevoir un prisonnier sans l'exhibition du mandat d'arrêt? C'est le christianisme. Qui est-ce qui a exigé qu'on interrogeât tout prisonnier sous trois jours? C'est le christianisme. Qui est-ce qui a donné aux détenus le droit d'être nourris aux frais de la société dans les prisons? C'est le christianisme. Qui est-ce qui avait défendu qu'on emprisonnât jamais les femmes pour dettes? C'est le christianisme. Ainsi, ce qu'on appelle l'ordre civil parmi nous, est, à peu près dans son entier, l'œuvre du christianisme, et tire son origine du droit canon.

Et dans l'ordre des choses politiques, qui est-ce qui a inventé le gouvernement représentatif? C'est le christianisme. Où est le peuple qui puisse se flatter de quatorze siècles pleins d'assemblées parlementaires, comme le christianisme, depuis le concile de Jérusalem, l'an 5 de l'ère vulgaire, jusqu'au concile de Trente, en 1545? Et quelles assemblées législatives que les conciles! Des députés accourus de toutes les parties du monde, des moines du Carmel et de l'Asie mineure, des évêques italiens, espagnols, gaulois, allemands, irlandais; des hommes qui ne s'étaient jamais vus et qui ne devaient jamais plus se revoir en ce monde, et qui discutaient avec ordre, avec calme, avec profondeur, les matières les plus diverses et les plus difficiles; discussions savantes, élevées, sublimes, qui seront un éternel modèle pour tous les pouvoirs délibérants.

Ainsi, l'Europe moderne en général et la France en particulier ne possèdent rien, ni dans l'ordre domestique, ni dans l'ordre civil, ni dans l'ordre politique, qui ne provienne du christianisme; le monde moderne est chrétien, quoi qu'il en dise; nos mœurs, nos lois, nos arts, tout cela n'est que la mise en œuvre de l'Evangile; — et l'on parle de séparer complètement l'Etat du christianisme! Mais si le christianisme retirait de la France tout ce qu'il y a mis, qu'y resterait-il donc? rien.

Il est aussi absurde de concevoir l'état étranger à la religion, qu'il le serait de concevoir l'effet étranger à la cause, et le fruit étranger à l'arbre; il est aussi absurde de dire que l'état n'a rien de commun avec la religion, qu'il le serait de dire que l'état n'a rien de commun avec la morale.

Et d'ailleurs, la religion n'est-elle pas un pouvoir agissant sur les hommes, et, à ce titre, l'état ne doit-il pas s'informer de la nature et de la direction de ce pouvoir? N'est-il pas étrange et baroque, plus qu'on ne saurait le dire, de prétendre que le gouvernement d'un pays ne doit jamais s'enquérir des autres pouvoirs qui gouvernent concurremment avec lui, et que ces pouvoirs rivaux doivent rester séparés, exercer une action indépendante, et aller chacun où il lui plaît? Mais alors où est l'ordre, où est l'harmonie, où est le progrès? Quel est le maître d'un peuple qui en reconnaît plusieurs? Si l'état et l'église mènent séparément la France, lequel des deux est donc le véritable gouvernement?

Vous n'avez pas songé, messieurs du *Journal des Débats*, que le pouvoir religieux est encore en France, à l'heure présente, beaucoup plus fort que le pouvoir civil. Il suffit, pour se convaincre de cette vérité, de comparer l'action du pouvoir civil et du pouvoir religieux dans leur sphère respective; et, par exemple, en prenant leur unité administrative à l'un et à l'autre, de mettre l'action du caré dans la paroisse à côté de l'action du maire dans la commune.

La paroisse a pour centre l'église, et autour de cette église sont groupées des populations qui ont toutes été purifiées aux mêmes fonts

de baptême, et qui seront toutes ensevelies au même cimetière. Au moins une fois par semaine, l'habitant de la paroisse se rend à l'église, et se met en relation avec le prêtre qui lui parle, qui lui commande, qui l'instruit sur sa conduite, et auquel il obéit. La foule qui sort ensuite de l'église emporte dans toutes les directions la parole du prêtre, et tous ces hommes passent sur les mêmes points comme un seul.

La commune est une étendue de territoire bornée par un poteau quelconque; sur un point de ce territoire il y a une maison, qui peut être ici ou là-bas, une maison que rien ne distingue, et à laquelle on est obligé de mettre un écriteau pour la reconnaître. Dans cette maison il y a un homme qui s'appelle *maire*; ce maire est un homme revêtu d'un caractère passager, et, à la rigueur, les rapports que tout habitant d'une commune est forcé d'avoir avec lui se bornent à trois: on est inscrit par lui sur un registre quand on naît, quand on se marie, et quand on meurt; sur ces trois rapports, il n'y en a qu'un dont on ait conscience, et l'habitant d'une commune qui ne se marie pas peut très-bien vivre et mourir sans avoir jamais vu son maire.

La puissance du prêtre s'exerce donc toujours; la puissance du maire ne s'exerce presque jamais; pour un maire, tout homme qui n'a pas vingt-un ans n'existe à vrai dire pas; pour un prêtre, aussitôt que l'enfant respire, il lui appartient; dès qu'il existe, il le baptise; dès qu'il parle, il lui apprend à prier Dieu. Pour un maire, les femmes, les enfants et les vieillards n'ont aucune importance dans la commune; pour un prêtre, les vieillards, les femmes et les enfants, c'est le passé, le présent et l'avenir de la paroisse; en un mot, le prêtre ne quitte jamais les siens ni en ce monde, ni en l'autre: jeunes, il les instruit; hommes faits, il les marie; vieillards, il les console; malades, il les encourage; morts, il honore leur dépouille; ensevelis même, il prie pour eux!

Ainsi, l'action du pouvoir civil et du pouvoir religieux sur les masses ne se peuvent pas comparer; l'action du pouvoir religieux est incontestablement et incomparablement la plus forte.

Conçoit-on, après cela, que le *Journal des Débats* conseille au pouvoir civil de laisser le pouvoir religieux agir à sa guise? Et que deviendrait le pouvoir civil, si le pouvoir religieux allait tout seul de son côté?

Et d'ailleurs, pourquoi le *Journal des Débats*, qui veut la séparation complète du spirituel et du temporel, ne s'est-il donc pas avisé que cette séparation n'existe point? Est-ce que le gouvernement ne se mêle pas de l'organisation du clergé? Est-ce que le gouvernement ne préside pas au maintien des circonscriptions ecclésiastiques? Est-ce que le gouvernement ne participe pas à la nomination des évêques? Est-ce que le *Journal des Débats* lui-même n'a pas des candidats qu'il fait valoir, quand il y a des sièges qui vaquent? Comment, Messieurs, vous qui aimez Voltaire avec autant de passion que le *Constitutionnel*, vous qui êtes des partisans effrénés de l'église gallicane, vous prétendez que le spirituel et le temporel doivent être étrangers l'un à l'autre? Mais qu'est-ce donc que la constitution de l'église gallicane? qu'est-ce donc que la déclaration de 1682, si ce n'est la charte dans laquelle sont établis et précisés les rapports du spirituel et du temporel?

Et que diriez-vous, si l'on vous prenait au mot; que diriez-vous, si le spirituel se séparait entièrement du temporel; que diriez-vous, si M. de La Mennais parvenait à créer son église indépendante, et à organiser son clergé relevant seulement du pape? Vous diriez ce que vous avez dit: vous diriez que la France ne peut pas souffrir cette dualité dans son gouvernement; vous diriez qu'il n'y a ni ordre, ni civilisation possibles, si ceux qui gouvernent les idées ne se rapprochent pas plus ou moins de ceux qui gouvernent les intérêts; vous diriez qu'un pays, pas plus qu'un homme, ne peut avoir deux têtes; vous diriez enfin ce que vous imprimez tous les jours contre M. l'archevêque de Paris, quand il essaie, quelquefois outre mesure, de se rendre indépendant des lois du royaume.

C'est d'ailleurs une idée bizarre à des voltairiens comme les rédacteurs du *Journal des Débats*, à des hommes qui déclament par métier contre la puissance du christianisme, de vouloir qu'il fût étranger à la puissance séculière; car ce serait tout simplement le replacer dans les conditions de son existence primitive, c'est-à-dire recommencer l'histoire de la papauté, et rendre un jour possible un nouveau Grégoire VII.

Non, le spirituel et le temporel ne peuvent pas être étrangers l'un à l'autre; car le spirituel est une moitié de l'homme, le temporel est l'autre moitié, et l'homme ne se coupe pas en deux, chacun de nous

FEUILLETON DE LA PRESSE.

VALENCAY.

Les journaux de Paris venaient d'annoncer que M. le prince de Talleyrand, l'hôte de Valençay, était malade, d'où nous avons conclu qu'il se portait bien; et avec un secret espoir et un vif désir de le voir, nous traversâmes la Sologne. La Sologne, avec ses plaines de bruyères sauvages et fleuries, entrecoupées de prairies artificielles, ses étangs innombrables couronnés capricieusement de jeunes taillis de chênes, de châtaigniers ou de bouleaux, ses milliers de sapinières si jolies à cinq ou six ans, et si imposantes quand elles vieillissent; ses petites allées de peupliers que vous rencontrez à chaque pas, du même âge que les petites fermes où elles mènent, la Sologne vaut mieux que sa renommée; et puis, c'est le chemin de la Touraine, et elle a pour elle Valençay et Chambord.

Si vous partez de Romorantin et que vous suiviez la route royale de Selles-sur-Cher, vous traversez, à une demi-lieue de Valençay, une vraie forêt, non de taillis, que le propriétaire coupe tous les neuf ans, mais de beaux chênes, dont les troncs mâles bordent le chemin. Leurs branchages ont abrité Ferdinand VII. Ils voient passer depuis trente ans la fortune de la France. Le ton sévère et uniforme de ce nouvel horizon sert à ramener la pensée sur elle-même, un peu avant qu'on ne découvre, en face de soi, les tourelles de Valençay, noyées d'abord dans les touffes vertes des arbres de l'avenue.

Valençay est un joli château du seizième siècle; c'est quelque chose d'élégant et d'élancé, mi-partie de grâce mauresque et d'architecture moderne; une maison seigneuriale, disposée non pour de grands vasaux, mais pour de riches gentilshommes tout prêts à devenir des courtisans. Ses larges tourelles n'ont pas demandé mieux que de se convertir en appartements commodes; et ses machicoulis, jamais offensés à coups d'arquebuse, servent de terrasse aux promeneurs et

permettent de jouir de l'opulence du paysage au centre duquel on se trouve transporté. De la route de Châteaurox, dont la pente rapide descend profondément dans la vallée, Valençay, pourvu de ce côté de hauts remparts de terrassement, que domine la masse des bâtiments groupés au sommet, accuse des formes plus féodales, mais ce n'est là qu'une illusion d'optique, car son véritable caractère est l'élégance confortable d'un château moderne.

La demeure du prince de Talleyrand s'annonce dans toute sa vérité et dans toute sa grâce, quand on a franchi la voûte du corps de bâtiment principal, et qu'on aperçoit à sa droite les arcades à plein cintre que le dix-huitième siècle, avec moins de respect pour l'art, mais plus de bienveillance pour l'homme, a ajoutées à l'œuvre du seizième. Le sentiment qu'on éprouve au milieu de cette belle cour de sable, en face de ces blanches murailles inaltérables à l'air extérieur, est celui d'une opulence intelligente du bien-être. Tout est habitable et de taille humaine, sans être vulgaire: c'est la civilisation de quatre siècles, fondue ensemble, bien comprise et bien ordonnée. Nul ne les représente mieux, pour sa part, que le maître du château: gentilhomme progressif, esprit philosophique et homme d'état.

C'était l'heure du déjeuner: le soleil de midi faisait rayonner le château de Valençay de toute sa splendeur. Nous avions demandé à parler à l'un des hôtes de M. de Talleyrand. Le maître d'hôtel, avec plus que de la politesse, une politesse d'obligeance et de bonhomie, nous pria d'attendre quelques minutes: c'était déjà un renseignement sur l'esprit de la maison. Plusieurs voitures à bras, qui servent à conduire M. de Talleyrand dans les allées du parc, stationnaient dans le vestibule auquel la galerie donne accès, ainsi qu'au surplus du rez-de-chaussée; M. de Talleyrand nous était déjà rendu présent. Peut-être allions-nous trouver à Valençay quelques révélations de cette vie dont les œuvres prétendues mystérieuses se sont pourtant accomplies au grand jour, puisque chacune d'elles a été cinquante ans la loi politique de l'Europe moderne. L'esprit de M. de Talleyrand respire, en effet, dans l'intérieur du château, et il éclate quelquefois dans le langage de sa verte vieillesse, en paroles sonores.

Sauf de rares exceptions, on ne voit M. de Talleyrand, dans sa retraite de Valençay, qu'à l'heure du dîner. Il ne paraît point au déjeuner du château; et il est remarquable qu'il ne déjeûne jamais: il ne prend, le matin, ni café, ni chocolat, ni thé, rien absolument. Le dîner est son repas unique. La règle de la maison est invariable; elle est telle, que tout habitant du château tombe sous la domination du prince et lui paie tribut de tout son temps. Même absent, M. de Talleyrand gouverne. Le dîner de cinq heures est le méridien autour duquel tourne la vie de ses hôtes. Après le dîner, la promenade: des voitures attendent les convives à la porte du salon; la promenade jusqu'à huit heures: à neuf, le whist du prince jusqu'à deux heures du matin. M. de Talleyrand rentre dans sa chambre à coucher, qui est en même temps son cabinet et sa bibliothèque particulière, et veille encore jusqu'à quatre heures du matin: on se lève tard au château, et l'heure du déjeuner arrive vite.

À la suite du déjeuner, Mme la duchesse de Dino tient le salon, où la conversation et la lecture n'occupent pas moins de deux ou trois heures. Mme de Dino, malgré sa grande fortune particulière et sa belle terre de Rochecotte, ne laisse M. de Talleyrand presque jamais seul à Valençay. L'heure qui précède le dîner est celle où tout le monde va s'habiller. M. de Talleyrand a conservé pour lui le privilège du négligé. L'ordre le plus parfait règne à Valençay et on y reconnaît l'empire de la règle. Le maître du château est persuadé apparemment que la pleine liberté pour tous, même à la campagne, serait le désordre, ou bien encore, que la liberté de quelques-uns deviendrait de la gêne pour tout le monde. C'est là un trait de caractère et une leçon.

La distribution intérieure du rez-de-chaussée a emprunté aux deux époques où M. de Talleyrand a vécu ce qu'elles avaient de plus commode. Il a conservé pour lui en partie les meubles du dix-huitième siècle. Sa chambre particulière est placée à l'extrémité de la galerie, dont les appartements de Mme la duchesse de Dino occupent l'extrémité opposée.

est chrétien et citoyen tout à la fois ; non, le spirituel et le temporel ne doivent pas être étrangers l'un à l'autre, car ce sont deux pouvoirs, deux gouvernements dans un même peuple, et deux gouvernements simultanés dans un même peuple ont besoin d'une direction commune, pour ne point se briser l'un contre l'autre.

Ainsi, c'est, comme nous le disions, une chose tout-à-fait logique et tout-à-fait raisonnable que l'intervention du pouvoir civil dans les luttes religieuses ; c'est là ce qui nous a décidés à chercher comment le gouvernement pourrait prendre une initiative utile et convenable dans les troubles que nous aurons à raconter.

On lit ce soir dans la *Charte de 1830* :

« Le *National* a signalé hier pour la seconde fois le nommé Léger, comme détenu aux bagnes malgré les dispositions de l'ordonnance d'amnistie qui, au dire de ce journal, serait applicable à ce condamné : le *National* ne manque pas de s'élever, au nom de l'humanité, contre ce qu'il appelle un oubli déplorable du garde-des-sceaux. Un mot suffit pour répondre à cette accusation.

« L'ordonnance du 8 mai n'est relative qu'aux crimes et délits politiques ; elle n'était donc pas applicable à un condamné sur la déclaration du jury, le 8 août 1835, aux travaux forcés à perpétuité, pour tentative d'homicide volontaire contre des agents de la force publique.

« Lorsque cet homme fut arrêté pour ce crime, il était forcé libéré ; il avait été condamné pour vol, une première fois, à 18 mois de prison, le 20 mars 1821, et une seconde fois à 5 ans de travaux forcés et à la surveillance perpétuelle, par arrêt de la cour d'assises de la Seine, en date du 25 janvier 1824. »

Chronique.

Hier, il y a eu de nouvelles manœuvres au camp de Compiègne. Au moment où se terminait une collation offerte au roi dans la tente du prince royal, on a simulé une surprise avec double passage d'eau sur un pont de bateaux. Le roi lui-même a passé la rivière. Tout cela a réussi à merveille.

— M. le duc d'Orléans vient de donner aux directeurs de la Banque mutuelle, établie rue Laffitte, une nouvelle preuve de sa bienveillance en faveur de l'établissement qu'ils ont créé, particulièrement dans l'intérêt de l'armée. S. A. R. a ordonné que les opérations de cette institution de prévoyance fussent, par les soins des chefs de corps, mises à la connaissance des troupes placées sous son commandement.

— La reine d'Angleterre a dû assister hier, vendredi, à une grande revue militaire. On avait annoncé qu'elle se montrerait à cheval et portant un splendide uniforme militaire sur sa robe d'amazone. On fait à Guildhall, hôtel-de-ville de la cité de Londres, de magnifiques préparatifs pour la fête et le banquet qui doivent être offerts par la municipalité de cette ville, au nom de ses habitants, à la reine. On dit que la magnificence anglaise doit se surpasser dans cette fête par la profusion des peintures, des dorures, et par le luxe du service de la table royale.

— La princesse Marie de Wurtemberg, issue du premier mariage du roi de Wurtemberg avec une archiduchesse de Russie, va épouser le fils aîné du prince d'Orange, fils aîné du roi Guillaume de Hollande. On avait parlé de ce jeune prince comme d'un époux possible pour S. M. la reine d'Angleterre ; mais on a renoncé définitivement à cette union.

— Tous les amnisties politiques qui étaient encore à Lyon viennent de recevoir l'ordre d'en partir immédiatement pour se rendre dans les lieux fixés pour leur résidence.

— On vient d'offrir un banquet, à Lille, au général de Rigny. Cent personnes y assistaient. Un toast a été porté au général par le président de cette fête, M. Bigo, maire de la ville.

— Le comte de Gonalonier est parti cette nuit pour Bruxelles.

— On écrit de Toulon, 26 septembre : « Une dépêche du ministre de la marine vient d'ordonner l'armement immédiat de trois nouveaux bâtiments : le *Voltigeur*, brick du 1^{er} rang, de 20 bouches à feu ; le *Zèbre*, de 18 ; la *Cigogne*, brick-avis, de 10. On pense que ces armements sont pour les côtes d'Espagne. On pousse activement l'armement de la corvette l'*Armide*, qui est presque terminée. Cette frégate doit aller en rade demain pour y attendre une mission. »

— M. Cousin est arrivé à Lausanne. Il a visité avec beaucoup d'attention l'école normale des régents et celle des institutrices. Il se rend à Fribourg et dans d'autres parties de la Suisse pour continuer ses investigations sur l'instruction primaire.

— M. Sainte-Buve a été invité par le conseil d'état du canton de Vaud à donner, pendant la prochaine année académique, un cours de littérature française ; ce cours doit porter essentiellement sur les écrivains de Port-Royal.

— On a célébré hier les obsèques de M. Leroi de Bacre, qui était aide-de-camp de Dumouriez, en même temps que le duc de Chartres, aujourd'hui roi des Français.

— Le bruit s'était répandu que le typhus faisait à Londres des ravages terribles, surtout dans les quartiers populeux de Sothweston. Les informations les plus dignes de foi représentent ce bruit comme exagéré. L'état sanitaire de la capitale d'Angleterre est des plus rassurants ; on n'y compte pas plus de malades qu'à l'ordinaire, et jamais la ville de Londres n'a été plus exempte de maladies, dans cette saison de l'année, qu'elle ne l'est maintenant.

— Une lettre de Lisbonne annonce que le blocus officiel de la côte, depuis la rivière Avo jusqu'au Minho, publié par la *Gazette de Lisbonne*, ne sera pas reconnu par l'amiral anglais qui commande les forces britanniques dans ces parages.

— On attend avec quelque impatience le message du président des

Etats-Unis. Les vents contraires retardent l'arrivée des navires venant d'Amérique, et on est réduit à des conjectures sur la teneur de ce document qui intéresse à un haut degré le commerce européen, à cause de la dernière crise dont il s'occupe très-probablement.

— Il partira chaque samedi, de la direction des postes d'Angleterre, des malles pour Vigo, Oporto, Lisbonne, Cadix et Gibraltar ; le second samedi de chaque mois partiront d'autres malles pour Malte, la Grèce et les îles Ioniennes ; enfin, le quatrième samedi de chaque mois, il en partira pour l'Egypte et les Indes-Orientales. Ces communications auront lieu au moyen des paquebots à vapeur faisant le service entre Falmouth et Gibraltar. Les malles pour Malte, la Grèce et les îles Ioniennes seront expédiées de Gibraltar à Malte, tous les quinze jours, par les paquebots à vapeur anglais dans la Méditerranée. Les lettres pour la Grèce et les îles Ioniennes seront expédiées de Malte tous les quinze jours par d'autres paquebots à vapeur qui partiront immédiatement après l'arrivée des malles d'Angleterre. Les lettres pour l'Egypte et l'Inde seront expédiées de Malte, tous les mois, par des paquebots à vapeur qui partiront après l'arrivée de la malle d'Angleterre.

— On a des journaux de Québec du 28 août. La destitution prononcée par lord Gosford contre Papineau et divers autres citoyens, de leurs fonctions d'officiers dans la milice nationale, est pleinement confirmée, de même que la dissolution de la chambre d'assemblée. Le parti qui s'appelle constitutionnel considère cette mesure décisive du pouvoir exécutif comme un triomphe pour lui, et en conséquence ses organes y applaudissent vivement. D'après le contenu des gazettes reçues, le parti libéral serait en défaveur.

On a appris que quelques troubles de peu d'importance avaient éclaté à Cognac à l'occasion de la taxe du pain. Des rassemblements ont eu lieu : les femmes y étaient en majorité ; on donnait aussi comme prétexte de ces troubles la mauvaise qualité de pain fournie par les boulangers. Le maire et les adjoints ont publié une proclamation pour engager le peuple à demeurer calme ; mais on craignait que l'exaspération de la populace ne répondît pas à ces sages invitations.

Les troubles de St-Angéau, qui étaient un retentissement de ceux d'Angoulême, ont été apaisés par les paroles conciliantes des autorités de Ruffec. Cette agitation avait pour cause la bruit qui s'était répandu, parmi les campagnards, que leur curé avait donné 400 fr. pour l'érection de la croix d'Angoulême, objet primitif de tous les désordres qui affligent le département de la Charente.

Espagne. — Madrid, 22 septembre. — Les Cortès ont adopté le projet de loi suivant sur les séquestres : 1^{re} Les Espagnols résidant en Europe et absents du royaume sans autorisation spéciale, qui ne se soumettront pas au gouvernement de S. M., et ne prêteront pas le serment de fidélité à la constitution et à S. M. la reine, dans le délai de trois mois fixé par la loi du 19 juillet dernier, cesseront d'être considérés comme Espagnols, perdront leurs pensions, soldes, décorations et honneurs, et ne seront plus admis à aucune fonction publique. 2^o La disposition de l'art. 1^{er} sera appliquée aux Espagnols absents du royaume avec autorisation du gouvernement, si à l'expiration des trois mois ils n'ont pas prêté serment à la constitution. 3^o La réhabilitation des Espagnols compris dans les deux articles qui précèdent leur sera accordée par une loi, s'ils la sollicitent par des motifs de justice ou d'équité.

Du 25 septembre. — Les travaux de défense qui doivent contribuer à mettre la capitale à l'abri contre un coup de main se poursuivent avec une extrême activité. Un grand nombre de bras sont en ce moment occupés à démolir la fabrique de tapis et d'autres édifices publics voisins du mur de circonvallation qui va être établi dans la direction du nord-ouest. Tous les habitants des maisons contiguës sont imposés à raison de 8 réaux par tête pour contribution aux frais occasionés par les travaux de retranchement.

Le gouvernement déploie autant de rigueur que d'activité dans le recouvrement de toutes les contributions destinées à remplir les caisses de l'état ; c'est le général don Isidore qui est chargé de présider militairement à ce recouvrement.

Le duc de l'Infantado a été imposé sur le pied de 15,000 duros. A défaut du paiement, la prison attend le contribuable récalcitrant. C'est ce qui est arrivé à don Jose Caballero, pour refus de paiement de 9,000 duros, à compte sur les 15,000 qu'il doit verser au trésor. Un riche Américain, M. Covan, parent du général Linares, contribuera pour une somme aussi forte. C'est en rançonnant ainsi les plus riches habitants de la capitale, que le ministère est parvenu à payer une partie de l'armée. On peut dire que maintenant la dîme, les contributions extraordinaires, en un mot, tous les impôts, sont suffisants pour faire face aux dépenses courantes.

Les dix collèges électoraux de la métropole se sont assemblés hier, et si l'on peut tirer une induction de la composition des bureaux, il y a tout lieu de croire que le parti modéré emportera la balance. Trois collèges seulement ont nommé un président et des scrutateurs exaltés. Les sept autres ont désigné, pour la présidence, des hommes modérés. Ce qui jette cependant une certaine incertitude sur le résultat probable des élections, c'est le petit nombre comparatif des électeurs qui ont assisté aux opérations préparatoires. Des collèges de 300 électeurs ont été représentés par 55 citoyens. Le collège qui a nommé M. Mendizabal ne se composait même que de douze votants. Cet ancien ministre, assez bien rétabli hier pour offrir un banquet à ses camarades de la banlieue, avait compté sur le mesquin triomphe électoral qui a suivi son splendide repas. Ce matin et pendant la journée, on a procédé à l'élection des candidats plus nombreux que les électeurs. Les résultats du premier scrutin ne sont pas encore connus, mais on peut citer parmi les notabilités figurant sur la liste des modérés *pur sang* : MM. Martinez de la Rosa, duc de Gor, etc. ; mo-

dérés du tiers-parti : M. Bertrand de Lis, etc. ; exaltés : MM. Caballero, Lorenzo, Calvo, Escalante, Mendizabal, Seoane. La ville oppose à ces noms ceux d'hommes aussi opulents qu'honorables, mais insignifiants en politique. Il n'est pas possible, au milieu de toutes ces candidatures qui se contrarient, de déterminer les noms qui sortiront de l'urne. Seulement on peut croire que le parti modéré se recrutera plutôt que l'opinion exaltée.

Il est temps que de nouvelles chambres soient appelées à siéger. Les Cortès se dissoudront d'elles-mêmes, si le ministère ne les dissout pas. Chaque jour, les rangs des députés s'éclaircissent : on assure que 20 d'entre eux sont décidés à quitter Madrid, même sans congé, si cette faveur, qu'ils sollicitent, leur est refusée.

Maintenant, la panique qui avait suivi le mouvement des carlistes sur la capitale a cessé : notre situation militaire semble s'améliorer ; surtout depuis trois jours. La résistance des braves gardes nationaux de Guadalajara, qui, renfermés dans la citadelle, ont défendu toutes les hordes carlistes, a été le premier pas fait dans la voie des succès. Les soldats d'Espartero, qui ne sauraient plus alléguer des privations d'aucune espèce, marchent avec ardeur à la poursuite de l'ennemi. Les derniers bulletins du général Espartero et d'Oraa sont très-satisfaisants. Il est certain que l'armée carliste, commandée par le prétendant, est en pleine retraite ; 5 à 6,000 hommes de cette armée, s'isolant du corps que commande don Carlos, ont passé le Tage pour entrer dans le Bas-Aragon. Ce passage leur a coûté cher. Oraa leur a enlevé plus de 500 prisonniers pendant qu'Espartero, sabrant avec sa cavalerie les fuyards en désordre, s'empara d'une masse de factieux. Il a fait plus de 300 prisonniers. La route de Guadalajara à Calatayud est couverte de détachements carlistes qui, privés de leurs officiers, n'obéissent plus à une direction unique, s'efforcent d'échapper, par la fuite, à nos troupes victorieuses. La garde nationale de la banlieue ne cesse d'amener en ville des prisonniers. On attend, dans la soirée, l'escadron de garde nationale à cheval, parti pour Guadalajara. Cet escadron doit y prendre et amener ici 230 prisonniers qu'Espartero avait envoyés dans cette ville, sous l'escorte de quatre compagnies. Il résulte de toutes les nouvelles récemment arrivées, que don Carlos poursuit son mouvement rétrograde ; mais on ignore s'il se propose de prendre position au pied des montagnes de l'Albarria.

Lorenzo, chargé par le général en chef de couvrir la Vicille-Castille et de reprendre Valladolid sur Zariateguy, a pensé que cette tâche était au-dessus des forces qu'il avait à sa disposition. Il a demandé des renforts au ministère : on assure que la division de Carondelet a l'ordre de combiner en toute hâte ses mouvements avec ceux de Lorenzo.

La nomination officielle du général Narvaez a été saluée par l'approbation générale. Le bruit court que cette réputation a été exigée par Espartero, dont la conduite récente répond aux accusations si graves portées contre lui.

Les nouvelles des provinces ne sont pas toutes de nature à rassurer les esprits. On dit que lorsque le résultat des élections sera connu, s'il est favorable au parti modéré, les exaltés s'agitent. On parle de quelques troubles à Chinchon, Chenpizuelos, et dans d'autres places. Les pierres de la constitution auraient été arrachées. On est sans renseignements officiels sur ces événements.

Le succès des dernières opérations militaires a déterminé un mouvement prononcé d'ascension à la Bourse. Le 3 p. 0/0 a été fait à 18 au comptant ; par suite d'une réaction, cette valeur a été faite à 17 1/2. Dette sans intérêt, 4 7/8 au comptant. Un semestre doit échoir encore au 1^{er} novembre prochain : ce sera le troisième arriéré, c'est-à-dire 7 1/2 p. 0/0 sur le capital qui est aujourd'hui à 21.

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE. — Bayonne, 20 septembre, 9 heures. — Madrid, le 26. — Le 22, Oraa a atteint près de Cuenca le corps carliste qu'il poursuivait, l'a battu et lui a fait 900 prisonniers.

Le 24, le général Carondelet, après un engagement meurtrier, a forcé Zariateguy d'évacuer Valladolid, et a délivré son château assiégé depuis. (Interrompue par la nuit. — L'état de l'atmosphère n'a pas permis de recevoir aujourd'hui la fin de cette dépêche.)

Départements ministériels.

JUSTICE. — CULTES. — Par ordonnance du 26 septembre, et conformément à la loi de finances du 20 juillet 1837, le traitement des présidents des tribunaux de première instance d'arrondissement et celui des procureurs du roi près ces tribunaux est fixé à 2,200 fr.

M. le ministre de la justice fait remarquer qu'en prenant pour base le chiffre de 1,300 fr., traitement actuel des juges, il aurait fallu porter le traitement des présidents et procureurs du roi à 2,250 fr. au lieu de 2,200, pour se conformer à la loi du 27 ventose an 8, qui détermine la proportion à établir entre ces traitements ; il sera donc nécessaire de demander à la chambre un crédit supplémentaire de 21,300 fr.

L'augmentation que règle aujourd'hui l'ordonnance aura son effet pour les juges, présidents, procureurs du roi et substituts, à partir du 1^{er} janvier 1838.

GUERRE. — La commission d'état-major, créée par ordonnance du 25 février 1835, composée des généraux Fantin-des-Ordois et Miot, et des colonels Bory-de-Saint-Vincent, Rey, Lapie et Foy, sous la présidence du lieutenant-général Pelet, reprendra ses travaux le 1^{er} octobre et procédera à l'examen de MM. les élèves de l'école d'application du corps royal d'état-major.

— Les opérations des conseils de révision pour le recrutement pouvant dans beaucoup de départements n'être pas entièrement terminées pour le 25 octobre prochain, les adjudications pour le service général des fourrages annoncées pour ledit jour 25 octobre n'auront lieu que le 6 novembre suivant, et les déclarations indicatives de l'intention de sous-mettre pour ce service seront reçues par les sous-intendants militaires des chefs-lieux de département jusqu'au 21 octobre ci-inclus.

Au premier étage, la bibliothèque, une galerie de tableaux, la chapelle et un cabinet de médailles, consacré exclusivement au dix-huitième siècle. Au second étage, des appartements pour les visiteurs. La salle de spectacle, que nous n'avons pas vue, doit occuper l'ancien corps de bâtiments. Ajoutez à cela des communs de bon goût, sans superfluité fastueuse, un beau logement de concierge où l'étranger trouve, pour se faire écrire, ou écrire lui-même, une salle d'attente et un tapis vert dressé : c'est tout Valençay.

Tout le monde ne sait pas que, dans la vie publique et très positive du prince de Talleyrand, il y a eu place pour les études du savant, même pour les fantaisies du bibliophile. Beaucoup ont oublié que cet homme d'état avait soumis et discuté à l'Assemblée constituante un système d'éducation publique et nationale, qu'il a conçu le plan à la même époque d'un institut des sciences et des arts qui fut établi un peu plus tard, et que le premier de ces projets a donné lieu à un discours remarquable par l'éminence des vues philosophiques qu'il contient. M. le comte de Valençay nous a appris que son oncle avait dressé en Angleterre le catalogue d'une bibliothèque de 17,000 volumes, telle qu'il l'a concevait et telle qu'il l'a sans doute à peu près réalisée : catalogue écrit en entier de sa main et qui a été imprimé, à ce que nous croyons. Valençay possède une bibliothèque de 15 à 16,000 volumes, très complète surtout pour les livres du dix-huitième siècle. Nous restâmes les yeux long-temps fixés devant une collection d'in-folios : c'était celle d'un livre dont le monde attend le commentaire de M. de Talleyrand, un livre dont lui surtout possède la clé, le *Moniteur*. Le bibliothécaire de Valençay prépare un travail qui a pour objet de rendre publique la bibliothèque du château. C'est là une idée princière au ton du siècle ; c'est en éclairant ainsi les électeurs, que M. de Talleyrand conquiert de la faveur au comte de Valençay, récemment nommé membre du conseil-général dans son arrondissement.

La galerie des portraits ne réunit pas un grand nombre de représentants de la famille du prince, et il existe deux siècles d'intervalle entre les deux premiers. Au quinzième siècle, un comte de Périgord, bardé de fer et la visière demi-baissée, à côté, et sans transition, de la prin-

cesse des Ursins ; un peu plus bas, le cardinal de Talleyrand ; puis le prince actuel qui les résume tous. C'est un jeu singulier de l'histoire d'avoir fait naître un des premiers hommes politiques d'aucun temps et d'aucun pays, le premier de tous, par le nombre et l'importance des faits auxquels il prit part, dans la famille de la seule femme qui ait été un grand diplomate : la princesse des Ursins est l'aïeule maternelle de M. de Talleyrand.

Valençay a une salle de spectacle où l'on joue la comédie, et une chapelle où l'on dit la messe, de même qu'une bibliothèque dont on fait usage, et une galerie de portraits non stationnaire, qui n'est pas une langue morte, mais qui marche avec les siècles, où il n'y a de changé que le costume, non le génie, que chaque âge transforme. Un chapelain célèbre la messe tous les dimanches, la messe où M. de Talleyrand assiste ; ce qui ne diminue en rien, au surplus, la vénération du prince pour la seconde moitié du dix-huitième siècle, auquel il a voué un culte.

Plusieurs d'entre nous ne savent pas peut-être que M. de Talleyrand, vers le temps où il fut appelé au ministère des affaires étrangères par le premier consul, et six ans avant de devenir prince de Bénévent, a été rendu à la vie séculière par un bref du pape Pie VII, et qu'alors seulement il s'est marié.

Dans un endroit retiré, presque mystérieux, du premier étage, une porte à demi-perdue dans la boiserie donne entrée dans le cabinet de médailles, objet de prédilection du prince : c'est comme une autre chapelle et un autre autel érigés en secret à ce dix-huitième siècle, auquel M. de Talleyrand a vraiment élevé un autel dans son cœur, un autel que parfume l'encens de toutes les admirations de sa jeunesse. Sa collection de tableaux et de médailles, toute relative à cette époque, est la seule complète qui se puisse voir. Il a travaillé toute sa vie à l'enrichir : point de célébrité de ce temps-là, soit en hommes, soit en femmes, dans la politique, dans la science, dans les lettres, point de notabilité, si petite qu'elle soit, qui n'ait sa place marquée en ce congrès que Voltaire préside, et que l'illustre diplomate a convoqué dans ses heures libres, au gré du caprice de son esprit ou

des entraînements de son cœur. Rien qui n'appartienne au dix-huitième siècle dans ce lieu, si ce n'est le bâton de chambellan du prince, le bâton d'ivoire à pomme et à ganse d'argent, et que nous dirions être là comme un holocauste à la philosophie, si Voltaire, lui aussi, n'avait pas été gentilhomme ordinaire à Versailles, et chambellan à la cour d'un philosophe-roi.

M. de Talleyrand nous avait envoyé inviter à dîner avec un empressement rempli de bonne grâce. A cinq heures, Mme la baronne de Talleyrand, M. le duc de Valençay, M. le duc de Noailles et d'autres convives entrèrent dans le salon, où Mme la duchesse de Dino vint les rejoindre de son appartement, qui y aboutit. A l'autre extrémité du rez-de-chaussée, que la vue atteignait, on vit bientôt s'avancer M. le prince de Talleyrand, venant vers nous, et auquel on épargna la moitié du chemin. Ce ne fut pas sans émotion que je le saluai et que je sentis sur moi l'action de ce regard rapide et si vite décidé.

On comprend avec quel succès le prince de Talleyrand a dû faire à l'Europe les honneurs de la France dans l'étranger, lorsqu'on a été admis à être son convive. A table, où nous étions quinze à seize personnes, il sert tout le monde avec des prévenances flatteuses et des préférences étudiées. C'est son usage. Tout passe par ses mains, depuis le premier service jusqu'à la fin, où un fruit partagé en deux fut l'occasion d'un souvenir pour son médecin. Six ou huit domestiques, sans livrée, et un maître d'hôtel en habit noir, ne faisaient qu'exécuter les intentions de leur maître. M. de Talleyrand ne semble pas remplir une tâche ; on voit que c'est un plaisir qu'il se donne, non d'ailleurs par désœuvrement, car pour répondre à ceux qui le font malade ou mourant, nous affirmons que sa santé est excellente, à en juger par son régime. Mme la duchesse de Dino était placée en face du prince, qui avait à sa droite Mme la baronne de Talleyrand, à sa gauche Mme Pauline de Dino : *matre putchrâ, filia putchrior*. Mme Pauline de Dino peut avoir quinze ans ; M. de Talleyrand en a aujourd'hui 83, si les biographies qui le font naître en 1754 sont exactes.

Plus d'une fois le prince, avec une tendresse sans affectation, a

Tribunaux.

Le procès du nommé Gay, accusé de meurtre sur une fille publique, a continué aujourd'hui. Déclaré coupable, avec des circonstances atténuantes, Gay a été condamné à 20 ans de travaux forcés et à l'exposition. Il a entendu son arrêt sans manifester la moindre émotion.

VOL. — Depuis quelques mois le tribunal de la Seine a eu à statuer sur un grand nombre de vols commis dans des hôtels garnis : une affaire de cette nature a occupé ce matin encore la chambre des vacations.

M. Rabou, avocat du demandeur, a exposé que son client, M. Diez Imbrechts, est un riche négociant espagnol, qui est venu faire en France, avec sa fille, un voyage d'agrément. Il est descendu à l'hôtel d'Espagne, rue Richelieu. Le 23 juillet dernier, il avait touché 2,500 fr. en billets de banque, chez MM. Ardoin et comp.; cette somme avait été par lui déposée dans son secrétaire. Le 31 juillet, 2,000 fr. étaient encore dans ce meuble; le lendemain, les billets avaient disparu. Par suite de cette soustraction, M. Imbrechts a formé une demande contre le sieur Suin, propriétaire de l'hôtel d'Espagne, pour le faire condamner, comme responsable, au paiement de la somme de 2,000 fr.

Dans le but d'établir que toute confiance était due à l'affirmation du demandeur, M. Rabou a mis sous les yeux du tribunal les attestations les plus honorables pour son client. On a remarqué les déclarations émises de M. le comte de Campuzano, ambassadeur d'Espagne à Paris; de M. Isturitz, ex-président du conseil; celles d'autres anciens ministres espagnols, et enfin une lettre de la maison Ardoin et comp., établissant que 2,500 fr. avaient été bien réellement comptés à M. Imbrechts, le 23 juillet dernier.

M. Legat, avocat du défendeur, a soutenu que le vol n'était point prouvé, et qu'on ne pouvait, dès lors, prononcer aucune condamnation contre son client.

Le tribunal, après avoir entendu en ses conclusions conformes M. de Chavencey, avocat du roi, a déclaré le sieur Suin responsable. Usant toutefois de la faculté réservée aux tribunaux, il a modéré la condamnation à la somme de 1,000 fr., et a ordonné que le jugement serait exécuté par corps.

Faits divers.

Une détonation terrible, semblable à celle d'un coup de canon, se fit entendre avant-hier soir, vers huit heures moins un quart, rue de la Bourse, au coin de la rue des Colonnades Feydeau, et jeta l'alarme dans le quartier. On apprit bientôt qu'une explosion de gaz venait d'avoir lieu dans la boutique située dans la rue de la Bourse, 9. Des ouvriers cherchaient la place à laquelle s'opérait une fuite de gaz; ils tenaient une chandelle pour se diriger. Heureusement que personne ne se trouvait dans la boutique où le coup est parti; elle n'est point encore occupée. Le gaz s'était échappé en dessous du plancher, qu'un espace assez grand sépare du sol; le plancher avait sauté et s'était brisé en mille éclats. Les glaces et les carreaux de vitres étaient pulvérisés, un établi avait été transporté d'un côté de la boutique à l'autre, des barres de fer étaient rompues; néanmoins personne n'a été blessé. Un heureux hasard a voulu que six ouvriers menuisiers, qui travaillaient dans l'intérieur de cette boutique, fussent sortis depuis un instant.

Une jeune femme, ouvrière en linges, s'est jetée dans un puits de la maison qu'elle habitait, rue Guisarde, 21. Cette malheureuse était mère d'un jeune enfant; il paraît qu'à la suite de ses couches, le lait lui était remonté dans la tête, et qu'en influant sur le cerveau, il avait déterminé chez elle des accès de mélancolie et une disposition à se donner la mort. Avant de mettre à exécution son funeste dessein, elle alla déposer son enfant chez une voisine et rentra dans la cour, défait ses souliers, les rangea contre la margelle du puits, puis s'élança la tête la première. Le bruit de sa chute fit accourir plusieurs voisins, mais tous les efforts pour la sauver furent impuissants. Par une sorte de fatalité, le mari de cette malheureuse femme est malade à l'hospice de la Charité, depuis plusieurs mois. Selon le rapport du voisinage, elle était douée d'excellentes qualités comme épouse et mère; on cherche en vain à expliquer sa funeste résolution.

On nous écrit de Boulogne, lundi 25 septembre : « Le paquebot le *Lord Melville*, parti de Londres pour Calais samedi dernier, vient d'entrer en notre port après une traversée de 48 heures. Ce bateau, contrarié pendant longtemps par une forte mer et le vent d'est, s'est présenté hier soir devant le port de Calais où il lui a été impossible d'entrer, faute d'eau. Il vient d'arriver ici où il a débarqué ses passagers. »

On vient de faire la découverte, dit-on, d'un nouveau fouloir à raisin d'une construction peu dispendieuse; cette machine est fort simple. Deux cylindres en bois, tournant en sens inverse, au moyen d'une manivelle en fer qu'un seul homme fait mouvoir sans fatigue, composent l'appareil, qui suffit à fouler parfaitement deux ou trois bottées de vendange par minute, en sorte que, quelle que soit la quantité de vignes à récolter, le foulage se trouve fait en même temps que la récolte.

Des expériences faites à diverses reprises ont donné les résultats les plus satisfaisants.

Le sieur Parfait, propriétaire, vient de se brûler la cervelle dans sa maison, rue des Bourguignons, n. 8, faubourg Saint-Marceau. On ne sait à quelles causes attribuer ce funeste événement. Le sieur Parfait, qui déjà jouissait d'une fortune honnête et assurée, venait d'acheter récemment, pour la somme de 35,000 francs, un fonds de boulangerie qu'il se proposait d'exploiter dans un court délai par lui-même. Quelques moments avant d'accomplir son funeste projet, il fit monter chez lui le portier de sa maison, en qui il avait toute confiance, et lui remit un panier ficelé et cacheté qui, en juger par son poids, devait contenir des valeurs assez considérables. Il joignit à cet envoi une lettre, et chargea le portier de porter le tout à sa fille âgée de 13 ans, et qui demeure chez une de ses tantes, rue de la Parcheminerie. Le portier reçut le message de son maître, et se disposait à sortir après avoir reçu ses instructions; mais celui-ci le reconduisit jusque sur le palier de l'escalier, où il demeura pour lui renouveler, lorsqu'il fut en bas, ses recommandations de s'acquitter promptement de sa commission, et lui dit adieu.

A l'air calme et plus soigneux que d'ordinaire de son maître, le portier ne pouvait concevoir aucun soupçon sur la catastrophe qui allait suivre : il ne put s'empêcher d'éprouver cependant un sentiment de surprise et de profonde émotion en entendant l'accent dont le mot *adieu* était prononcé. Il s'éloigna donc, et sortit de la maison pour s'acquitter plus diligemment de son

message. Avant de tourner le coin de la rue toutefois il se retourna, et aperçut encore son maître qui, du balcon de sa croisée, lui faisait un dernier signe d'adieu.

Un moment après, une forte détonation se faisait entendre, et les Voisins de l'infortuné M. Parfait apprenaient ainsi qu'il venait de mettre fin à ses jours.

Dans les premiers jours du mois de juin dernier les journaux annonçaient qu'un homme avait été trouvé pendu à un chêne du bois de Meudon. Les vêtements de cet homme et son signalement firent faire des recherches qui vinrent d'avoir un résultat. Le malheureux qui s'est tué est M. Pierre Brunet, ancien élève de Sainte-Barbe, l'un des lauréats les plus distingués de ce collège célèbre au temps de l'empire; il était aimé, estimé, et l'on pourrait dire honoré par tous ses anciens camarades. M. Brunet était beau-frère de M. Mitouillet, avoué à Paris. La cause de ce suicide est encore inconnue; toutefois, on l'attribue à la non-réussite de quelques opérations financières et à quelques chagrins de famille. Ses amis particuliers ont remarqué que depuis un voyage qu'il fit à Pau en 1836, son caractère, de gai qu'il était, devint sombre et rêveur, et se tourna de plus en plus à la mélancolie. M. Brunet a été inhumé à Versailles, où les élèves anciens et nouveaux de Sainte-Barbe se proposent de lui élever un tombeau par une souscription qui serait ouverte chez M. Bonnaire, notaire, boulevard Saint-Denis.

On écrit de Rome, 6 septembre : Le *Diario di Roma* annonce la mort du cardinal César Brancadon, archevêque de Fermo, né en 1755 et mort avant-hier. C'était le doyen du sacré collège. Sa bienfaisance lui avait concilié l'affection des pauvres.

La *Gazette d'Angoulême*, qui donne également cette nouvelle, ajoute que monsignor Frenetti, évêque de Montefiascone, sera nommé archevêque de Fermo, et sera lui-même remplacé dans son siège actuel par le nonce du pape près la confédération helvétique, monsignor F. de Angelin, évêque de Carthage.

Enfin, le cardinal della Genga Sermattei, évêque de Ferrare, est nommé légat dans cette ville, et le légat actuel, monsignor Cagiano, est nommé secrétaire de la sacra consulta.

CHOLÉRA. — Naples, 14 septembre. — Aucun nouveau cas de choléra ne s'étant manifesté dans la journée du 11 au 12, notre commission sanitaire a rendu un arrêté qui, à partir d'hier, soumet à une quarantaine de dix jours toutes les provenances du midi de la France, de la rivière de Gènes, de Livourne, des Etats-Romains, de Malte et de Venise. Cet arrêté est déjà en pleine exécution, malgré l'opposition du roi.

Toutefois, les provenances de Sicile sont exceptées de la mesure générale, bien que le choléra enlève journellement à Catane près de 300 personnes. Le gouvernement a jugé que dans les circonstances actuelles il ne pouvait interrompre ses communications avec la Sicile, malgré le fléau qui la désolé.

Le 26, il y a eu à Toulon 27 décès cholériques. Du 25 à midi au 26 à midi, le bataillon du 22^e de ligne, qui venait d'arriver, a perdu 12 hommes; 8 d'entre'eux ont été enlevés d'une manière foudroyante en deux heures.

A Marseille, dans la journée du 25, on a compté 15 décès, dont 4 cholériques. Les nouvelles du reste du département des Bouches-du-Rhône étaient des plus satisfaisantes; partout la maladie était en pleine décroissance et touchait à son terme.

SECOURS AUX COLONS DE SAINT-DOMINGUE. — Une somme de 937 mille francs figure au budget de 1836, pour secours accordés aux colons de Saint-Domingue, et aux réfugiés de Saint-Pierre et Miquelon et du Canada. En 1855, le nombre de chefs de famille qui ont pris part à la distribution du crédit de 935 mille francs alloué pour cette année a été de 2,001, lesquels représentent, en raison d'une moyenne proportionnelle de trois par famille, 6,003 individus qui ont été secourus. La moyenne des secours est de 165 fr. 40 cent. par individu, soit 490 fr. 20 cent. par famille. La loi qui régit la matière est du 28 germinal an VII (17 avril 1790); elle prescrit les conditions d'admission, parmi lesquelles la plus essentielle est celle qui exige des attestations délivrées par les maires, sous leur responsabilité, qui déclarent que les colons sont dans une position telle, que les secours sont nécessaires. Lorsqu'il y a refus de la part de l'autorité locale de faire cette déclaration, c'est la preuve acquise d'une prévention d'aisance : alors la radiation des colons sur lesquels pèse cette prévention est proposée après toutefois une enquête administrative. C'est sur le vu de ces attestations que la quotité du secours est fixée, d'après un tarif qui établit, outre des classes intermédiaires, un minimum de 500 fr. pour un colon isolé, et un minimum de mille fr. pour une famille composée de sept individus.

Aucun colon ne peut être inscrit sur les états de distribution, si les droits, comme propriétaire de son chef avant 1791, n'ont été reconnus par un comité spécial établi *ad hoc*. Aujourd'hui, les inscriptions sur les états de distribution se réduisent successivement, puisque, d'après les dispositions d'un arrêté du 15 janvier 1851, les enfants appartenant à la première génération et issus d'un mariage contracté avant l'incendie du Cap (1793) ont seuls droit à la réversibilité d'une partie des secours que recevaient leurs auteurs avant le décès de ces derniers. C'est l'exécution de cet arrêté qui a produit, avec les extinctions, une diminution notable dans les crédits demandés pour 1855, 1856 et 1857. La différence en moins, entre ces trois années, est de 48,000 fr.

Variétés.

LE COMTE CHARLES-ROBERT DE NESSELRODE, SECRÉTAIRE D'ÉTAT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

BY VICE-GRAND-CHANCELIER DE RUSSIE (1).

On ne peut méconnaître que les monarchies du nord de l'Europe possèdent un immense et incontestable avantage sur les gouvernements

(1) Cette esquisse politique paraîtra demain dans la *Revue du dix-neuvième siècle*, à laquelle nous l'empruntons.

libres et orageux de l'Occident : c'est la perpétuité de leur système constitutif et la longue vie politique de leurs hommes d'état. Dans les monarchies constitutionnelles, on fait une déplorable consommation d'hommes publics : l'estime de leurs concitoyens les appelle rapidement aux affaires; mais le lendemain de leur avènement, l'envie et la calomnie se réunissent pour les renverser. Depuis un demi-siècle, la Russie et l'Autriche sont représentées avec une unité constante par deux ministres, le prince de Metternich et le comte de Nesselrode. Cette longue durée de la vie politique des hommes d'état implante dans les cabinets des traditions salutaires; le premier et le plus important résultat de cette unité, c'est qu'une série de mesures, toutes cohérentes et rationnelles, est adoptée et invariablement exécutée, c'est qu'une même pensée est suivie et préside à tous les actes du cabinet. Après ce court préambule indispensable, pour bien faire comprendre l'importance du rôle que joue le comte de Nesselrode dans la politique européenne, nous avons à rechercher le point de départ de cet homme d'état, et à le suivre dans la carrière où l'on ne peut nier qu'il s'est distingué, sans une notoire injustice. Le comte de Nesselrode appartient à une famille d'origine hanovrienne, dont une branche s'est fixée en Livonie. Il est né en 1770. Son père était ministre plénipotentiaire de l'impératrice Catherine II auprès des ducs de Wurtemberg; c'est lui qui fut chargé de négocier le mariage du grand-duc Paul avec une princesse de cette famille. C'est à ce titre surtout que la famille de Nesselrode dut la faveur dont elle jouit auprès de Paul I^{er}. Plus tard, lorsque l'empereur Nicolas monta sur le trône et adopta dans les affaires de l'Orient une politique plus prononcée et toute opposée à celle d'Alexandre, le comte Charles dut à la protection de l'impératrice-mère la conservation de sa position dans le conseil et de son influence.

La Livonie est une de ces provinces du vaste empire russe qui sont, par leurs traditions historiques, par leurs mœurs et leur tendance, plus allemandes que moscovites. Pendant la lutte de la civilisation étrangère contre l'esprit de la vieille Russie, depuis le règne de Paul I^{er}, les gentilshommes livoniens jouirent d'une sorte de faveur à la cour impériale. Cette noblesse n'étant pas assez allemande pour être complètement étrangère aux intérêts russes, et n'étant pas assez russe pour s'associer au mécontentement des Moscovites contre les successeurs du czar; c'est ce qui explique cette tendance prononcée des empereurs à chercher à s'attacher cette noblesse, soit dans l'armée, soit dans l'administration. Le jeune Nesselrode eut sa part dans ces faveurs impériales. Il fit ses premières études à St-Petersbourg, au collège des Gardes Nobles, et n'entra au service qu'après la mort de la grande Catherine. Se destinant à la carrière des armes, il reçut un brevet d'officier dans le régiment des gardes de l'empereur Paul, et fut bientôt choisi par ce prince pour prendre place parmi ses aides-de-camp. Le comte de Nesselrode reçut tous ses grades militaires en même temps que le comte de Pahlen, aujourd'hui ambassadeur russe à Paris. Au bout de quelques années, il quitta les rangs de l'armée pour entrer dans la carrière de son père, celle de la diplomatie. La haine ardente que Paul avait d'abord ressentie contre la révolution française, et qui avait conduit ses troupes dans les plaines de la belle Italie et sur les glaciers de la Suisse, ne tarda pas à se changer en une admiration profonde pour l'homme de génie qui dirigeait à cette époque les destinées de la France. La paix fut non-seulement conclue, mais des relations intimes s'établirent entre les cabinets russe et français; Markoff fut envoyé à Paris en qualité d'ambassadeur. Le comte de Nesselrode, qui était déjà employé à la chancellerie, fut attaché à cette légation, et résida en France comme conseiller d'ambassade. Il fut surtout chargé de diriger les négociations qui avaient pour but la neutralité armée des puissances maritimes du Nord, et qui provoquèrent la bataille navale de Copenhague. A cette époque, Nesselrode était à la fleur de l'âge; il se livrait avec ardeur à tous les plaisirs de la nouvelle cour, et était l'objet des faveurs toutes spéciales du premier consul. Mais le règne de Paul, qui, jusqu'à la mort de Catherine, avait été retenu dans l'obscurité et à l'écart, et qui fut en quelque sorte arraché d'une prison pour être placé sur le trône, devait être de courte durée.

Il ne vivait déjà plus lorsque la flotte victorieuse de Nelson parut devant Saint-Petersbourg. Son fils Alexandre lui avait succédé, et l'intimité entre la Russie et la France était de beaucoup refroidie. Nesselrode, ainsi que toute la légation, fut rappelé, et à son retour à Saint-Petersbourg, il fut spécialement attaché à la chancellerie intime de l'empereur. Alexandre ne tarda pas à reconnaître dans son secrétaire une grande aptitude pour les négociations, une intelligence grave, un esprit souple, beaucoup d'instruction, enfin tout ce qu'il fallait pour seconder la volonté du maître. Nesselrode accompagna l'empereur dans la malheureuse campagne de 1805, puis à l'entrevue d'Erfurt (1807), où il fit tous ses efforts pour se rendre agréable à son souverain. A cette époque, la cour, la noblesse et la nation étaient divisées en trois partis. Le premier, exclusivement russe, repoussait l'amitié de Napoléon, sans cependant désirer la guerre. A la tête de ce parti était l'impératrice-mère. Le second était grec ou plutôt oriental : il aspirait à l'occupation de Constantinople, à l'affranchissement de la Grèce et

pressé la main de sa petite-nièce dans ses deux mains, qui ont signé tant de traités. Ceux qui ont jugé M. de Talleyrand, sans trop le connaître, ont mesuré son caractère à l'idée qu'ils s'étaient faite de sa diplomatie. Il faut pourtant savoir que le prince est chéri dans sa vie intime, précisément pour sa bonté, et de cette bonté qui est facile jusqu'à l'abandon. M. de Talleyrand, au milieu des siens, se laisse faire et se laisse aimer, exactement comme s'il n'était pas diplomate. Sa bonté, sous le nom de bienfaisance, s'étend à ceux qui le servent et qui l'approchent : tout Valençay le répète. Jamais un mot désobligeant, prononcé en face, n'est sorti de la bouche de cet homme d'esprit, à qui on a entendu dire tant de bon mots. Des trois enfants de Mme la duchesse de Dino, il ne manquait à Valençay que M. le comte de Périgord, qui voyage dans ce moment en Italie.

M. de Talleyrand nous avait fait l'honneur de nous adresser plusieurs fois la parole. Nous aurions voulu savoir de lui explicitement, bien que nous puissions entrevoir son sentiment, quelle époque lui semblait plus grande dans l'histoire, des quarante années qui ont précédé la révolution de 1830, ou de celles qui l'ont suivie. Nous avions hasardé une question pendant le dîner, mais nous n'avons eu sa réponse que dans le salon.

Le principal ornement de ce salon est de telle nature, qu'il ne peut y en avoir un autre semblable et qu'il n'est permis qu'à M. de Talleyrand d'avoir celui-là ! Nous laissons de côté un beau portrait en buste du duc de Courlande, père de Madame la duchesse de Dino; un autre du malheureux Ferdinand VII, qui a laissé à Valençay, outre son portrait, sa voiture de cérémonie, machine gigantesque, lourde et dorée, restée sous les remises du château. Nous n'avons donné non plus qu'un coup-d'œil à un superbe portrait du roi de Sardaigne. Nos regards, nos pensées, toutes nos facultés s'absorbèrent dans la contemplation des quatre portraits en pied, les plus beaux qu'on ait faits, rangés là par règne : *Napoléon, donné par sa majesté l'empereur à M. de Talleyrand; ainsi pour Louis XVIII; ainsi pour Charles X, Charles X, un peu rajourné, rappelant le comte d'Artois en 1814, lorsqu'il fut exilé de Prague; ainsi pour Louis-Philippe I^{er}.* Nous fu-

mes éblouis de cette gloire, dans laquelle se manifestait à nous M. de Talleyrand lui-même. Toute la puissance de ces quatre souverains resplendissait dans un seul homme, qui nous semblait, sinon aussi colossal que le premier des quatre, du moins plus complet; par une progressive hallucination, nous en vîmes à voir dans le château de Valençay comme un palais surnaturel, et dans le maître de ce palais une intelligence plus qu'humaine, qui assujétissait tous ces rois à sa domination suprême, qui avait enchaîné l'un après l'autre à son char de triomphe tous ces illustres captifs de la royauté.

Mais nous allions nous convaincre que la toute-puissance politique du prince de Talleyrand n'opérait pas dans les régions du merveilleux, en vertu de principes inconnus et inexplicables. Il nous demanda si nous avions vu son cabinet du dix-huitième siècle, et il en prit texte pour répondre à notre question du dîner. S'animant par degré, nous l'entendîmes exalter, de toute la force de sa voix et de son geste, les quarante années qui commencent à Montesquieu, et que couronne l'Assemblée constituante. « Rien de comparable, disait M. de Talleyrand, dans aucun temps et chez aucun peuple, à l'admirable mouvement d'idées qui s'opérait de 1749. — C'est, dit-il, l'année de l'*Esprit des Lois*, — jusqu'en 1792, — 1791, — ajouta-t-il en se reprenant. — Montesquieu, Buffon, la préface de l'*Encyclopédie*, sur laquelle il appuya, Voltaire, surtout, recurent le tribut de son inépuisable admiration. Afin que nous ne puissions oublier qui nous parlait, et de qui venait cette opinion : « J'affirme, dit M. de Talleyrand avec un surcroît d'énergie presque solennelle, j'affirme que si Ferney n'avait pas été donné en partage à la France, je n'aurais jamais signé le traité de Vienne. »

Il y a du désintéressement historique à ce négociateur de deux révolutions, au conseiller de Bonaparte, à celui dont l'empereur Alexandre fut le commensal; il y a de l'abnégation, à lui, à mettre bien haut au-dessus du règne des faits le règne des idées, à préférer l'époque qu'il a vu passer devant sa jeunesse, à l'histoire qu'il a faite pour u ne si grande part.

Constations ceci : que nous avons entendu, presque la même année,

deux grands hommes d'état, M. de Talleyrand à Valençay et M. Guizot à l'Académie française, les plus haut chacun dans leur sphère, protester contre la réaction qui travaillerait à détrôner le dix-huitième siècle comme penseur. Ces deux hommes, au surplus, ne se sont pas rencontrés seulement sur le chemin des idées, mais bien aussi dans celui des faits, en 1814, en 1815 et en 1830, les seules époques historiques où ils fussent contemporains. M. de Talleyrand et M. Guizot ont cela de commun, qu'ils sont l'un et l'autre progressifs et résistants, hardis tous deux à renverser ce qui menace ruine, mais non moins prêts à reconnaître, pendant la chute, et à rassembler vite après, les plus solides matériaux de construction.

M. de Talleyrand venait de partir pour la promenade. Il nous restait à visiter le parc, moitié français, moitié anglais, où il n'a rien fait changer, non plus qu'au château, depuis trente ans qu'il en est propriétaire. C'est du côté des riches forges de Valençay que se portent tous ses soins et ses goûts de perfectionnement. Au fond, personne ne respecte plus que M. de Talleyrand ce qui est debout, avec ses conditions de durée. Son génie se plaît, non à récréer ce qui vieillit, mais à rebâtir ce qui tombe. On l'entend dire quelquefois qu'il n'aime pas l'automne, auquel il préfère sans doute l'hiver, comme étant plus près du printemps. Une curiosité du parc, ce sont les profondes carrières de pierre tendre dont le château de Valençay est sorti. L'une des grottes du rocher a été creusée par la fantaisie de Ferdinand VII, lugubre création qui ressemble assez à un tombeau. Ce que nous étions beaucoup plus pressés de voir, pendant la promenade du prince, c'est la chambre qu'il habite depuis trente ans. Son lit est au fond, enveloppé de rideaux de damas, entre deux corps de bibliothèque; près de là, un secrétaire, d'âge à avoir reçu tous les secrets d'état, depuis quarante ans, et qui contient peut-être les mémoires de M. de Talleyrand; car il est notoire, à Valençay, que le prince laissera des mémoires. Au milieu de l'appartement est le bureau où ils sont dictés, et tout à côté, celui, sans doute, celui où M. le duc de Valençay les écrit.

MARTIN DOIZY.

